

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## VICTOIRE DES ANTIRACISTES

# Les 3 tortionnaires d'Ali Abdoul iront en assises



(Photo HR)

Ali Abdoul après ses tortures, une preuve accablante de jusqu'où peut aller la rage des racistes

Voir page 3

**L**ES agresseurs d'Ali Abdoul passeront en cour d'assises. C'est là une première victoire dans cette affaire de racisme. Cependant, le racisme continue à défrayer la chronique. Un policier raciste et agresseur d'une femme noire n'est pas inquiété par la justice à Grenoble bien que les preuves soient suffisantes et irréfutables. Minute, ce torchon qui fait de la haine raciale son pain quotidien, a été inculpé. Il doit être condamné. Enfin, la Sonacotra et le pouvoir continuent de poursuivre les résidents de la Sonacotra qui, eux, sont condamnés par la justice. Tous ces faits doivent inciter les antiracistes à se mobiliser et à faire preuve de vigilance.

## Après le début des manoeuvres du Pacte de Varsovie Vives réactions roumaines et yougoslaves

**L**ES grandes manoeuvres des forces du Pacte de Varsovie, qui viennent de débuter en Hongrie ont attiré des réactions vives de la Roumanie et de la Yougoslavie. Le gouvernement roumain a officiellement rejeté une affirmation publiée par l'Agence de presse hongroise, MTI, selon laquelle des troupes roumaines participaient aux côtés des armées soviétiques, tchécoslovaques, bulgares et hongroises aux manoeuvres actuelles.

« La position roumaine n'a changé en rien », note le gouvernement roumain en faisant référence au refus d'envoyer ses troupes en dehors de ses frontières.

En 1969 déjà, l'agence soviétique, Tass, qui avait annoncé la présence de troupes roumaines dans des manoeuvres qui se déroulaient alors en Bulgarie, avait reçu un démenti de même type.

La Roumanie a refusé de faire participer ses troupes aux manoeuvres du Pacte de Varsovie depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. Elle avait alors refusé de s'associer à cette agression et avait même distribué des armes aux ouvriers en

prévision d'une intervention militaire contre son territoire.

La Yougoslavie, elle aussi, prend très au sérieux cette concentration de troupes soviétiques le long de sa frontière commune avec la Hongrie, au nord du pays.

Le secrétaire fédéral aux affaires intérieures, Franco Herjevic a déclaré, samedi dernier, que du fait de son actuelle situation géo-stratégique et de son rôle sur l'arène internationale, en particulier dans le Mouvement des non-alignés, la Yougoslavie faisait l'objet d'une « attention spéciale » de la part des « forces réactionnaires qui la considéraient comme un obstacle à la réalisation de leurs intérêts de paroisse et de bloc » et « qu'elle était ainsi devenue une cible privilégiée de leur attaque ».

Il s'agit là évidemment d'une allusion claire à la politique très active que mène actuellement la Yougoslavie pour empêcher que le Vietnam et Cuba n'entraînent le Mouvement des non-alignés sous la coupe de Moscou lors du prochain sommet de la Havane, en septembre prochain.

Ce n'est un secret pour personne que les succès qu'a récem-

ment rencontrés la diplomatie indépendante de la Yougoslavie, en particulier sur la question cambodgienne, a vivement irrité Moscou.

Le choix de la région frontalière entre la Hongrie et la You-

goslavie qu'a fait Moscou pour ses manoeuvres militaires s'inscrit tout à fait dans ce que Tito a qualifié, juste avant son départ pour Moscou, de « situation complexe et inquiétante ».

Serge FOREST

### Europe : solidarité des prolétariats et des peuples

Pour l'unité des luttes anticapitalistes  
contre le chômage et la répression  
Pour l'unité européenne  
contre les menaces de guerre des deux  
superpuissances

#### MEETING

Dimanche 20 mai à 14h30  
Ala mutualité (Salle B)

A l'appel du Parti communiste marxiste-léniniste,  
du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste,  
de l'Union communiste de la jeunesse  
révolutionnaire.

### L'art de déformer la réalité

**Q**UEL danger menace la paix et la sécurité de notre pays ? A lire l'Humanité du jeudi 17 mai, aucun doute n'est permis. Rien n'est changé depuis 1940. Le danger vient de l'Allemagne de l'Ouest. « Si l'on n'y veille » dit René Andrieu dans l'éditorial qui porte d'ailleurs ce titre, l'Allemagne de l'Ouest, disposant « dès maintenant d'une armée conventionnelle beaucoup plus forte que l'armée française » et dont les « dirigeants ne cachent pas leur volonté d'aller plus loin », disposera de cet armement atomique auquel (ses dirigeants) « n'ont cessé de rêver ».

Ajoutons à cela le billet d'André Würmser, titré *Frankreich (Europa)*. Würmser y cite Giscard disant, à propos de l'Europe, qu'il « y a celui qui est en tête et qui conduit et celui qui est à la traîne et qui subit ». Et puis, pour démontrer que Giscard se résigne à la domination allemande, il indique que conducteur se dit Führer en allemand et fait allusion « aux expériences passées... ».

A cette « argumentation » plus que douteuse, vient s'ajouter encore le gros titre de la une : « La bombe allemande passe par la France ».

Tout cela à propos des matières nucléaires venues des centrales nucléaires allemandes pour être traitées à la Hague et retournées après traitement en Allemagne.

Les observateurs qui ont mis les feux de l'actualité sur ce problème (il y a longtemps que la Hague traite les « déchets » allemands) l'ont fait parce qu'ils avaient décelé un « différend » entre Bonn et Paris à ce sujet. Dans l'affaire, il semble bien d'ailleurs que la France, jouant de sa position de force dans le domaine nucléaire et de la dépendance allemande à son égard en matière de combustible (l'Allemagne a renoncé à construire sa propre usine de retraitement...) veut assoier encore mieux ses ambitions nucléaires.

C'est donc, dans cette affaire, tout le contraire de ce que dit Würmser.

Quant à la menace militaire, qui installe des missiles nucléaires à moyenne portée en Allemagne de l'Est ? Qui continue à déployer et renforcer un énorme dispositif aux frontières de l'Est de l'Europe... et menace la RFA en particulier, mais également la France et les autres pays d'Europe ?

Il s'agit bel et bien de l'URSS ! Les dirigeants ouest-allemands peuvent être à bon droit inquiets de ce déploiement de force !

Déformer à ce point la réalité, présenter l'Allemagne comme une menace pour la paix et la sécurité en Europe, c'est grave !

C'est grave d'abord pour notre peuple qu'on ne prépare pas aux réels dangers qui le menacent !

Ce sont les deux superpuissances et particulièrement l'URSS qui menacent la paix de l'Europe et du monde. C'est cela qu'il faut dénoncer sans cesse !

Gilles CARPENTIER

INTERVIEW D'ILAN HALEVI,  
JOURNALISTE ISRAËLIEN ANTISIONISTE (2)

# Israël, un Etat sioniste Israël, un Etat raciste

Propos recueillis par Serge Forest

Dans la première partie de son interview publiée hier, Ilan Halevi, journaliste israélien antisioniste qui vit à Paris, a dévoilé les véritables aspects du « plan d'autonomie » de Begin pour les territoires occupés après la guerre de 1967 tel qu'il apparaît au lendemain de l'accord Carter-Begin-Sadate. Il parle aujourd'hui du sionisme en tant que pratique discriminatoire entre juifs et Arabes, en tant que racisme d'Etat.

**Serge Forest :** Tu as vécu en Israël, tu as donc une expérience concrète de ce qu'est le sionisme. Est-ce que tu peux l'illustrer ? Est-ce que tu peux nous dire ce que c'est que le sionisme comme application concrète dans la vie de l'Etat colonial israélien ?

Ilan HALEVI : Le sionisme, est évidemment une idéologie. En Israël, c'est l'idéologie officielle, c'est-à-dire qu'on la diffuse depuis le jardin d'enfants, à travers tout le système scolaire, et la majorité des Israéliens se considèrent comme sionistes, même quand ils n'ont pas très bien réfléchi à ce que cela signifiait. Mais ce sur quoi nous insistons, c'est que le sionisme n'est pas seulement une idéologie : dans le cadre de l'Etat d'Israël, qui est un Etat sioniste, c'est une pratique, c'est une pratique politique et c'est une pratique institutionnelle.

De cette pratique, les premières victimes ont été les Arabes dits Israéliens, c'est-à-dire la fraction du peuple arabe palestinien restée dans les frontières d'Israël après 1949. Ils étaient à l'époque 200 000. Ils sont aujourd'hui 600 000 et ils sont formellement citoyens israéliens. Cette citoyenneté est cependant officiellement une citoyenneté de seconde zone. C'est-à-dire que l'Etat est un Etat juif et que les non-juifs y sont tolérés mais ils n'ont pas les mêmes droits que les citoyens juifs. Il faut voir d'abord que, au niveau des lois sur la nationalité, les lois sont des lois racistes qui prévoient que la nationalité israélienne est liée au fait d'être juif ; ainsi « la loi du retour » accorde la citoyenneté israélienne automatique au juif de n'importe où qui « retournerait en Israël » alors qu'il n'y a jamais mis les pieds auparavant. Ceci alors même que cette citoyenneté est dénie aux Palestiniens qui sont nés dans le pays lorsqu'ils sont réfugiés ou lorsqu'ils sont habitants des territoires occupés.

## QU'EST-CE QU'UN JUIF ?

**Serge Forest :** Quelle est la définition sioniste d'un juif ?

Ilan HALEVI : La définition sioniste d'un juif n'a jamais été précisée puisque, sur ce plan-là, l'Etat d'Israël, dès sa création, — il était

**Serge Forest :** En pratique, tout cela interdit les mariages interconfessionnels ?

Ilan HALEVI : Il n'y a pas de mariages interconfessionnels à l'intérieur de l'Etat d'Israël. Les gens qui veulent se marier hors de leur confession doivent aller se marier ailleurs. Leurs mariages sont ensuite reconnus par la loi civile, mais ils ne le sont pas par la loi religieuse, donc aux yeux du rabbinat, leurs enfants ne sont pas leurs enfants, ce sont des bâtards, des enfants naturels.

Ils ont des tas de problèmes dans la vie civile par la suite. Ça, c'est un premier élément.

L'application de cette conception de l'Etat juif sur le sort de la minorité arabe palestinienne restée en Israël après la création de l'Etat est tout à fait concrète. Les Arabes d'Israël ont été considérés a priori comme une cinquième colonne et comme un élément hostile, alors même que dans les premières années de la création de l'Etat d'Israël, il n'y avait pas de danger de sécurité qui pesait sur cet Etat. Ils ont été parqués sous gouvernement militaire, soumis à des restrictions, mais surtout, l'essentiel de leurs propriétés foncières a été confisqué.

Il y a eu, dès la fin des années 50, un plan gouvernemental officiel qui est encore en vigueur, qui est tout à fait opératoire et qui s'appelle « plan pour la judaïsation de la Galilée ». La Galilée est la région nord

de l'Etat d'Israël où l'essentiel de la population, aujourd'hui encore, est palestinienne et non-juive, et l'Etat d'Israël se fixe comme but officiel de transformer des non-juifs en minorité et les juifs en majorité. L'essentiel de l'immigration ne s'est cependant pas fixé dans ces régions-là. Une majorité juive n'a toujours pas été créée en Galilée mais l'essentiel des propriétés terriennes a été confisqué pour cette minorité. Des villes ségréguées, entièrement juives, ont été créées sur ces terres confisquées par le biais du statut des « villes de développement ». Alors là, on rencontre, dans la description du régime de l'Etat d'Israël, une institution qui est extrêmement importante et qui s'appelle le Fonds national juif.

## LE FONDS NATIONAL JUIF

Le Fonds national juif est une branche de l'organisation sioniste mondiale qui a précédé de très longtemps la fondation de l'Etat d'Israël. Il a été créé en 1911. Et cet organisme se propose d'acheter des terres aux fins exclusives de colonisation juive. L'Etat d'Israël confie la gestion de portions immenses de son territoire aux organisations sionistes qui appliquent ensuite leurs propres règlements discriminatoires.

C'est ainsi que l'essentiel de la superficie de l'Etat d'Israël est interdit à l'habitat permanent des non-juifs. Ce qui ne veut pas dire que des Arabes ne peuvent pas y travailler comme journalier. Ce qui ne veut pas dire

non plus qu'ils n'y dorment pas. Ils y dorment dans des bidonvilles et dans l'illégalité. Mais ils ne peuvent pas y habiter de façon permanente, ils ne peuvent pas y exploiter une entreprise, ils ne peuvent pas y acheter ou y louer un appartement parce que ce sont des villes et des zones de développement qui sont régies par les statuts du Fonds national juif.

On pourrait continuer l'énumération des pratiques institutionnelles qui fondent la discrimination officielle entre juif et non-juif, mais ce qui est certain, c'est qu'Israël n'est pas l'Etat de ses habitants, il est l'Etat des juifs, qu'ils soient par ailleurs ses habitants ou non.

Je pense qu'un exemple tout à fait flagrant, tout à fait symbolique de ce caractère de l'Etat a été donné par le tribunal de grande instance de Haïfa au cours d'un procès qui s'est déroulé au printemps de 1973, lorsqu'un détenu, Hassan Agbariyye, a été accusé d'atteinte à la souveraineté de l'Etat d'Israël parce qu'il voulait remplacer le régime sioniste juif de l'Etat d'Israël par un régime bi-national judéo-arabe.

Le président du tribunal, le juge Slonim, a dit dans sa décision finale du jugement que l'Etat d'Israël s'est créé en tant qu'Etat juif et que le remplacement du régime juif sioniste par un régime national judéo-arabe est une atteinte à sa souveraineté en tant qu'Etat juif. Donc, lorsque nous mettons en question le sionisme, nous ne mettons pas seulement en question un esprit in-

dividuel ou collectif mais un ensemble de pratiques institutionnelles. C'est un régime.

**Serge Forest :** Comment la population arabe réagit-elle à ces pratiques racistes et discriminatoires ?

Ilan HALEVI : Au sein de la population arabe palestinienne citoyenne de l'Etat d'Israël, il y a depuis plusieurs années un mouvement, qui se développe, de remise en cause du caractère sioniste de l'Etat d'Israël dans des termes qui dépassent la stratégie de défense des droits civiques qui a été traditionnellement celle du parti communiste israélien, la seule organisation démocratique de masse légale pour les Arabes d'Israël. Ce mouvement pose cette question dans le cadre de la question nationale palestinienne. Il y a, à l'intérieur des frontières de 1949, un mouvement, qui grandit, d'identification avec le peuple palestinien, avec l'OLP.

Les manifestations sont de plus en plus nombreuses de soutien ouvert, de soutien politique public et de masse de citoyens arabes d'Israël à l'OLP. Ce mouvement qui s'est articulé sur la lutte au sujet des terres arabes menacées par les plans d'expropriation, de judaïsation, ce mouvement a culminé avec la « Journée de la terre », la grève générale de toute la population arabe contre ces expropriations, le 30 mars 1976.

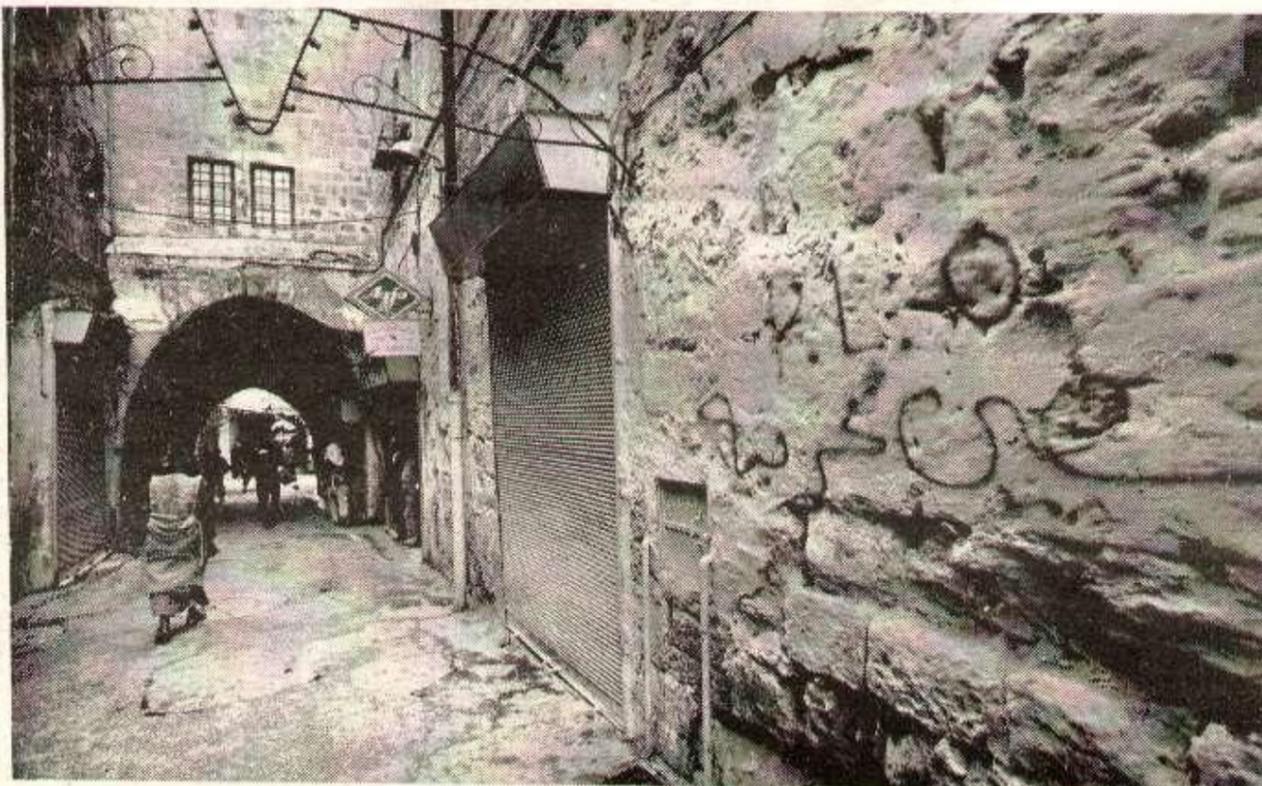
Depuis cette période, on a vu l'apparition de nouveaux courants politiques, de nouvelles formes d'organisation au sein de cette population palestinienne. Ces formes sont essentiellement les comités d'étudiants arabes des universités et d'autre part les groupes qui s'appellent « Abna' al-Balad » — les fils du pays — qui sont des groupes de villageois qui se sont organisés pour la plupart au début, dans le cadre de la conquête du pouvoir municipal mais qui constituent les éléments dispersés d'une nouvelle structure nationale pour la population palestinienne dans le cadre d'Israël.

Ce courant est encore minoritaire par rapport à ce que représente le Parti communiste qui continue de jouir du soutien, au moins électoral, de quelque 50 % de cette population. Mais il y a la montée d'un nouveau nationalisme palestinien qui est lié à l'ensemble de l'évolution de la situation dans la région. Cette montée est irrépressible.

(A suivre)

Nous poursuivrons cette interview dans le journal daté du mardi 22 mai.

\* Les intertitres sont de la rédaction.



Une inscription sur un mur : « Organisation de libération de la Palestine ». La lutte contre le sionisme se développe chez les Arabes, à l'intérieur même des frontières de 1949, de plus en plus sur une base nationale

30e ANNIVERSAIRE DU MRAP

# 30 ans de lutte contre le racisme

**J**EAN-LOUIS Sagot-Duvaurox, rédacteur en chef de « *Droit et liberté*, mensuel du MRAP », nous a accordé un entretien à l'occasion du 30e anniversaire de ce mouvement. Nous reproduisons ci-dessous cet entretien.

— **Henri MAZERAU :** *Peux-tu nous rappeler les circonstances dans lesquelles est né et s'est développé le MRAP ?*

**J. L. SAGOT-DUVAUROUX :** Le MRAP est né pendant la Résistance d'un mouvement, le MNCR (Mouvement national contre le racisme), mouvement qui était clandestin et dont le but était de sauver les enfants juifs principalement. Le mouvement avait créé des réseaux pour faire changer les papiers, placer les enfants dans des familles d'origine chrétienne pour qu'ils puissent se sauver des persécutions nazies.

A la fin de la guerre, le MNCR est sorti de la clandestinité. En 1946, il y a eu une alliance d'un certain nombre de personnes qui, avant la guerre, avaient formé la LICA. En 1949, il y a eu la création du MRAP qui, à l'époque, s'appelait *Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix*. Son but était d'élargir l'action du MNCR à toutes les formes de racisme qui pourraient se manifester. C'était la période de la guerre froide, une période assez dure. La chasse aux sorcières aux Etats-Unis allait commencer, les guerres coloniales étaient lancées, l'immigration algérienne se développait. Le problème de la dénazification se posait alors que des nazis occupaient, en Allemagne fédérale, des postes importants. Le réarmement de l'Allemagne se posait également.

Le MRAP est parti sur tous ces problèmes. Des actions très importantes ont été entreprises en direction des Etats-Unis où il y avait, chaque semaine, des lynchages légaux de Noirs américains, où, chaque semaine, des Noirs passaient sur la chaise électrique.

Autre action importante de cette époque, celle qui a eu lieu à l'occasion du jugement de 400 militants du RDA\*\*, à Grand Bassam en Côte-d'Ivoire, alors qu'elle était encore colonie française. Ce jugement avait lieu dans des conditions iniques avec des aspects raciaux très nets.

A cette époque commençait la guerre d'Algérie. Les « raffles au faciès » débutaient aussi. C'est d'ailleurs le MRAP qui avait lancé l'expression « chasse au faciès » qui avait été employée par les nazis et les collaborateurs pendant la guerre. Une partie de la police nazie et collaborationniste était exercée à reconnaître les juifs, même sans papiers avec le tampon « juif ». Le MRAP a donc relancé ce terme à propos des raffles contre les Algériens.

Une importante activité a eu lieu contre le fait que des gens comme Vallat qui avait été commissaire aux questions juives, Tixier-Vignancourt, qui avait été secrétaire d'Etat sous Pétain, reprenaient du service quel-

ques années seulement après la Libération.

## AUJOURD'HUI LE RACISME ANTI-ARABE PRÉDOMINE

— **H. M. :** *Le 30e anniversaire est le signe de la vitalité du Mouvement.*

**J. L. S. D. :** Si, aujourd'hui, le MRAP est une organisation très vivante, c'est qu'il a collé aux réalités, aux problèmes nouveaux qui se posaient à la conscience antiraciste. La transformation du nom du Mouvement qui est devenu *Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples* va dans ce sens.

Le MRAP est né à une époque où l'action prédominante était contre l'antisémitisme. Aujourd'hui, l'antisémitisme est, de la part des racistes, une forme de racisme parmi d'autres. On le voit dans l'activité des néonazis.

Etant donné que le racisme contre les Arabes a pris en France des proportions énormes, nous avons décidé de ne plus privilégier cet aspect du racisme qu'est l'antisémitisme. De plus, on constate aujourd'hui une aspiration à l'amitié entre les peuples, en particulier dans la jeunesse. C'est pour ces raisons que nous avons changé le nom de notre mouvement tout en conservant le même sigle.

## TROIS AXES D'ACTION

A l'heure actuelle, nous avons trois axes principaux d'action, déterminés en fonction de ce que nous analysons comme étant les urgences actuelles de notre combat antiraciste.

Ces trois axes sont :

La lutte contre les discriminations et le racisme dont sont victimes les immigrés qui est l'aspect principal de l'action militante du MRAP aujourd'hui. C'est là que se manifeste le racisme de la manière la plus vive et la plus caractérisée.

Très liée à cela, il y a la lutte contre l'antisémitisme et le néo-nazisme. Depuis à peu près deux ans, l'antisémitisme relève la tête à la faveur de la crise. Nous analysons le racisme actuel comme étant un racisme de crise. Le néo-nazisme nous semble faire partie de cet ensemble. On constate dans sa littérature et sa propagande, que l'antisémitisme est lié au racisme contre les immigrés. On lit ou on entend une propagande comme celle-ci : « Les juifs ouvrent la porte au nègres et aux bicots ».

Ceci, on le voit écrit dans de nombreux tracts ou publications d'extrême-droite. Ce développement de l'antisémitisme se manifeste par

des profanations de synagogues, de cimetières juifs, par des attentats antisémites dont nous avons nous-mêmes été victimes, puisqu'il y a eu neuf attentats contre le MRAP en un an. Cette situation nous préoccupe beaucoup et nous menons une activité importante sur ce thème-là.

Le troisième point, c'est la solidarité avec les peuples d'Afrique australe contre les régimes racistes. Nous, Français, sommes concernés en raison de la collaboration entre ces régimes et les autorités françaises.

— **H. M. :** *Quelles ont été vos campagnes récemment ?*

**J. L. S. D. :** Nous avons, sur ces thèmes, mené des campagnes ces derniers temps. Sur l'immigration, nous avons lancé la campagne des étoiles vertes contre les contrôles d'identité racistes. On a lancé cette idée de coller un autocollant dans le métro ou de le mettre sur eux pour manifester le caractère scandaleux de ces contrôles systématiques des Arabes et des Noirs. Nous voulons aussi par là montrer par l'étoile, à quels enchaînements, à quel abandon de la démocratie peuvent amener des choses de ce type. L'étoile qui rappelle l'étoile juive peut sensibiliser les gens. Nous allons faire un badge qui permettra à cette campagne de s'étendre à toute la France et sur lequel sera inscrit

### « Halte au racisme ».

Sur l'Afrique du Sud, la dernière campagne que nous ayons menée contre la venue des Springbocks a quand même eu un certain succès. Nous avons été à peu près les seuls à mener l'action de solidarité pour Salomon Mahlangu, le jeune résistant de l'AMC qui a été pendu récemment par les racistes d'Afrique du Sud. C'est nous qui avons appelé à une manifestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud la veille de son exécution. Nous avons réussi à susciter une certaine mobilisation autour du cas de Salomon qui maintenant, est connu.

Nous avons édité une affiche en son honneur pour la solidarité avec les réfugiés sud-africains et pour construire une école pour les jeunes sud-africains qui se sont enfui à l'extérieur.

— **H. M. :** *Peux-tu nous parler de la fête du 30e anniversaire ?*

**J. L. S. D. :** Avec cette fête, le MRAP veut commémorer trente années d'actions antiracistes, mais surtout ce trentième anniversaire doit être le moment d'une grande manifestation antiraciste qui soit à la fois consciente et optimiste. Si, en effet, on observe une montée du racisme, on constate aussi une très grande montée de l'antiracisme qui prend en compte le colonialisme, etc. Autant en 1953, 1954, il y avait des antiracistes qui avaient des illusions colonialistes, autant à l'heure actuelle, l'antiracisme est nettement anticolonialiste. C'est avec le développement quantitatif du MRAP, ce que nous voulons fêter joyeusement pendant les 19 et 20 mai à la Porte de Pantin.

\* Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.  
\*\* RDA : Rassemblement démocratique africain.

ALI ABDOU

## Les tortionnaires devant les Assises

**L**E délibéré de la chambre correctionnelle jugeant les trois tortionnaires d'Ali Abdou a été rendu. Le tribunal en correctionnelle s'est déclaré incompétent et les trois odieux individus passeront en cour d'assises vers octobre ou novembre prochains. A noter que l'un d'entre eux, Neveu, qui avait été mis en liberté provisoire le 6 mars, doit être à nouveau arrêté et incarcéré jusqu'au nouveau procès. Comme il ne s'était pas présenté ce matin, un mandat d'arrêt a été lancé contre lui.

Grâce à la mobilisation antiraciste, le caractère de crime à ce qu'a dû endurer Ali a donc été reconnu. Même si pour le moment les chefs d'accusation — voies de fait avec armes, séquestration de moins de cinq jours — restent les mêmes, excluant jusqu'à présent la reconnaissance de torture. Auguste, l'un des trois, a été condamné pour voie de fait avec armes et violences contre Melier, à un an de prison ferme et un an d'amende. Ceci, malgré des procès scandaleux au cours desquels le procureur de la République et les avocats d'Auguste, Neveu, Pujon, s'étaient faits les accusateurs d'Ali et de Melier, allant pour l'un d'entre eux jusqu'à émettre des propos racistes.

## FOYERS SONACOTRA DE SEINE-SAINT-DENIS

### Les procès se déroulent, les tentatives de division continuent

**C**ENT-cinq des résidents de trois foyers Sonacotra de la Seine-Saint-Denis, ont été condamnés récemment par le tribunal de Bobigny à l'expulsion de leur foyer. Cinquante-cinq d'entre eux résident à Tremblay-les-Gonesses, vingt-cinq à Montreuil-la-Noue et vingt-cinq à Bagnolet. Cinquante-six résidents d'Aulnay-sous-Bois connaîtront le 29 mai la décision du jugement les concernant.

Au foyer Romain Rolland de Saint-Denis, la Sonacotra et la justice essaient de diviser les résidents. Le 26 avril, le tribunal de Saint-Denis a condamné vingt-cinq résidents à des saisies-arrêts sur salaire. Le 15 mai, vingt-six autres résidents de ce même foyer étaient convoqués devant le tribunal de Bobigny. La Sonacotra demande leur expulsion. Finalement le procès a été repoussé au 12 juin. Trente-cinq autres résidents ont été convoqués aussi devant le même tribunal de Bobigny sur une demande d'expulsion de la Sonacotra.

Enfin, la Sonacotra refuse d'appliquer les demandes d'expertises formulées par divers tribunaux. C'est le cas du foyer Romain Rolland de Saint-Denis et d'un foyer de Montreuil.

Dans plusieurs tribunaux, les juges qui ont donné raison aux résidents lors d'un premier procès, ont été changés (c'est le cas à Saint-Denis). Ainsi, le pouvoir et la Sonacotra espèrent obtenir la condamnation des résidents.

H.M.

## Minute inculpé de racisme

**A** LA suite d'une plainte de la LICA (Ligue contre l'antisémitisme), le journal *Minute* a été poursuivi par le Parquet pour « *Provocation à la discrimination raciale, à la haine ou à la violence à l'égard d'un groupe en raison de son origine* ». Le directeur de ce torchon raciste avait écrit à la suite de la projection d'*Holocauste* : « *Nous, nous n'avons pas le droit de poser des questions et d'y répondre, sur la responsabilité des juifs dans la guerre, sur les causes de l'antisémitisme... sur le mystère juif, sur la fantastique puissance juive et même sur ce qu'est un juif, sur ce que sont les juifs... combien sont-ils ? Que veulent-ils ? Tout de suite, c'est le brouillard, la dissimulation, l'écran de fumée et le secret...* ».

Les juifs responsables de la guerre, la puissance juive, etc. le mensonge, la haine raciste, c'est là le pain quotidien de *Minute*.

**deux jours de fête**  
30ème anniversaire

**droit et liberté**

mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

**PORTE DE DANTIN HIPPODROME DE PARIS DU 19 MAI 1979**

LENY ESCUDERO MARCEL DADI  
ROGER MASON MARTIN SAINT-PIERRE  
DAVID ROSE JIMMY GOURLEY  
JEAN GAYINE FERNANDO MARQUES  
MARIO NOLLA JEAN MARC TRASSARD  
TOTO BISSAINTHE PATRICK SECHET ET  
ISMAEL TOURE PIERRE HENOQUE  
INDIENS SIOUX TALILA ET  
EL ORBANE L'ENSEMBLE KOI AVIV  
SUGAR BLUE MAMA BEA TEKIELSKI  
PLURIELLE EN NASR  
FACTORY animation  
EVE GRILLOUET ET LE CLAUDE  
'CHANT PROFOND JUIF' VILLERS

### AU JOUR LE JOUR



## Une grève contre la politique de redéploiement du ministre de l'éducation Beullac

Jeudi 17 mai, de nombreuses organisations syndicales, regroupant notamment les enseignants et la Fédération des parents Cornec, appellent à une journée de grève. Le trait marquant de la politique gouvernementale est l'offensive : projet de fermetures de classes, réduction de l'étude des langues vivantes, suppression de postes, etc. L'attaque du pouvoir est donc de taille, aussi peut-on s'interroger sur l'efficacité d'une seule et unique action pour tout le troisième trimestre (une journée de grève) pour s'opposer au redéploiement de Beullac.

L'aspect positif de cette journée du 17 serait la possibilité de faire avancer l'unité à la base entre les diverses corporations de personnel enseignant et non-enseignant avec les parents, mais ceci dépend des situations locales.

En effet, la construction de l'unité est le nerf de la lutte contre le redéploiement. Les quelques exemples rassemblés ci-dessous témoignent que toutes, tous sont frappés par le redéploiement Beullac.

**L**ES projets de fermeture de classes continuent d'affluer : 102 fermetures en Alsace, 180 à Marseille. Dans la Drôme, alors qu'une commune sur deux au moins n'a déjà plus d'école, 50 à 60 classes vont fermer.

La rentrée 1979 s'illustrera dans l'Ardèche par 14 villages en plus sans école, alors que 151 créa-

tions de postes d'instituteurs sont nécessaires. Les 38 fermetures de classe unique précipitent encore un peu plus la Lozère dans la désertification.

### ICI, ON NE PARLE QUE FRANÇAIS

La politique du « SMIC culturel » se poursuit par le projet Pelletier sur l'étude des langues vivantes. Il pré-

voit le report de l'étude de la seconde langue vivante de la quatrième à la seconde, le relèvement du seuil d'ouverture des classes à 15 élèves pour toutes les langues. Ces mesures vont accentuer les disparités existant déjà dans les choix des langues étudiées (86 % pour l'anglais, 15 % pour l'allemand et 2,5 % pour l'espagnol). Comme les 2/3 des élèves n'entrent pas en seconde, ils n'auront jamais la capacité d'étudier une autre langue que l'anglais. La circulaire 78-238 sur la scolarisation des enfants immigrés et l'apprentissage de leur propre langue devient un véritable vœu pieux, puisque l'étude de l'arabe, du portugais, etc. sera soumise au même règlement !

Pour précipiter un maximum de jeunes dans la vie active ou dans les LEP, etc., des rectorats, comme celui de Rennes, organise « des épreuves normalisées » pour les élèves de 3e. Les résultats de ces « épreuves » seront utilisés dans le dossier scolaire pour l'admissibilité au BEPC, pour l'orientation ou non des élèves en seconde.

La circulaire de l'éducation nationale du 13 décembre parue au Bulletin Officiel No 46 du 21 décembre 1978 va aussi dans le même sens.

Elle explique comment le proviseur doit « s'assurer avant toute décision d'ouverture qu'il dispose du matériel, des locaux et des emplois », nécessaires à cette ouverture.

Ce procédé officialise la réduction de l'accueil des élèves en seconde, leur orientation après la classe de seconde. Elle vise particulièrement les classes de seconde AB (section économie) qui regroupent un maximum de lycéennes (les trois quarts des effectifs), issues des couches les plus populaires.

Ces mesures s'assortissent de compressions d'effectifs de professeurs : 6 500 licenciements de maîtres-auxiliaires dans le second degré, la suppression de 17 000 postes de surveillants.

N. V.



Denain, avril 1979 : réunion des sidérurgistes devant l'entrée d'Usinor.

Après 5 mois difficiles de lutte

## Aujourd'hui, ceux d'Usinor-Denain s'interrogent

A Usinor-Denain, les sidérurgistes se sont prononcés contre l'occupation de l'usine.

L'idée d'occuper l'usine de Denain avait été lancée par la CGT qui expliqua son mot d'ordre aux travailleurs en circulant dans l'usine, secteur par secteur, atelier par atelier. Le vote à bulletins secrets eut lieu lundi dernier à la salle des fêtes de Denain. Sur un peu plus de 6 000 salariés, il y eut 2 383 votants : 513 votèrent « oui à l'occupation active », 12 nuls et 1858 « Non à l'occupation mais poursuite de l'action sous d'autres formes ».

Alors que la CGT avait gagné 4,4 % des voix aux

récentes élections de délégués du personnel, comment expliquer cet insuccès ? Loin de s'abandonner à l'amertume, les militants syndicaux et, avec eux, les autres travailleurs ne pourront que s'attacher à rechercher les causes de ce fait négatif. Doit-on en conclure que les sidérurgistes baissent les bras, qu'ils refusent désormais de s'engager sur le chemin de la lutte, qu'ils sont contre l'action ? Non, mille fois non !

Il y a ici des hommes qui, depuis cinq mois maintenant, (c'est long cinq mois, vous savez !), se battent, Courage, combativité, ardeur : voilà les qualités qui ne leur font pas défaut. Ils l'ont prouvé. Non ! Ces hommes ne sont pas des battus, nous en demeurons profon-

dément persuadés. Seulement, après cinq mois, cinq mois de lutte et de lutte encore, cinq mois difficiles, parce que l'argent manque à la fois à la maison, parce que, parfois, l'isolement semble tout écraser, on s'interroge.

Aujourd'hui, ceux d'Usinor-Denain, légitimement, s'interrogent : quelle marche avons-nous suivie depuis l'annonce des licenciements ? Avons-nous fait ce qu'il fallait ? La lutte n'a-t-elle pas manqué de puissance, de force ?

Ces hommes s'interrogent. Et ils ne veulent pas d'une occupation qui viendrait camoufler les problèmes et donner l'illusion de l'efficacité. Se battre ? Oui ! Mais tous ensemble et efficacement !

## Propositions chinoises pour le désarmement

**L**A Chine vient d'avancer ses propositions à la première session de la commission du désarmement à l'ONU. Selon le représentant chinois, l'objectif du désarmement doit être de « s'opposer à une nouvelle guerre mondiale et à toute agression armée » et de « sauvegarder la paix et la sécurité internationales ». La proposition chinoise demande, entre autres, aux deux superpuissances de « procéder aux premières au désarmement », elle propose la création de « zones de paix et de zones exemptes d'armes nucléaires » en Asie du Sud-Est, en Méditerranée, en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Afrique, etc.

La Chine met aussi en garde contre les illusions de la détente : « Il est nécessaire de faire connaître pleinement aux peuples du monde la vérité sur l'intensification de la course aux armements des superpuissances, l'accroissement du danger de guerre et le manque de progrès dans le désarmement, afin de les amener à participer, activement et à une vaste échelle, à la lutte pour le désarmement et la préservation de la paix mondiale ».

## Indignation en Afrique noire après le massacre d'enfants centrafricains

**T**ROIS jours, après les révélations d'Amnesty International, des voyageurs récemment arrivés au Cameroun, en provenance de l'empire centrafricain, ont confirmé que des enfants et des jeunes lycéens de 9 à 20 ans avaient été assassinés dans les prisons de l'empire au mois d'avril\*. Leur faute ? Ils avaient refusé de porter un uniforme dont le prix était souvent plus élevé que le salaire de leurs parents et ils avaient distribué des tracts et manifesté.

Ce massacre a provoqué des réactions de condamnation dans plusieurs pays d'Afrique noire. Par contre, à Paris, on observe une attitude plus que prudente (les liens étroits entre la France et la Centrafrique y sont sans doute pour quelque chose).

\* Nous avons déjà dénoncé ce massacre dans notre édition du 10 mai, par le biais d'un communiqué de l'Union nationale des étudiants centrafricains (UNECA). Le communiqué parlait de « 150 morts, des jeunes au crâne défoncé, enterrés par la soldatesque dans des fossés camouflés ».

## AIX-EN-PROVENCE

### Procès de deux réfugiés politiques basques

Aix en Provence, correspondant

**U**NE centaine de militants basques sont venus avec flûtes et tambours soutenir leurs camarades Mikel et Maitin qui passaient pour la deuxième fois devant la chambre d'accusation, le gouvernement espagnol réclamant à nouveau leur extradition. Les chants et les mots d'ordre basques ont accueilli les prisonniers à la sortie du panier à salade. Les poings s'élevaient tous levés. Grâce à leur détermination et celle d'une centaine d'Aixoïens venus les soutenir, des drapeaux et des banderoles ont pu être accrochés sur les barrières qui entouraient le palais de justice, la famille et les proches ont pu assister au procès. Une animation culturelle basque et provençale a maintenu la mobilisation ainsi qu'une pièce de théâtre improvisée, le Théâtre de Carera : « Non à l'extradition, maintien du statut de réfugié politique ». Un incident au cours du procès. Au grand tribunal le drapeau d'Euskadi a même flotté sur la fenêtre de la salle d'audience d'où la suspension momentanée du procès.

### Mineurs : trouver des formes de lutte unifiantes

Les mineurs ont eu à se prononcer sur une proposition de vote de grève illimitée. A l'heure où nous écrivons, le résultat exact des votes n'est pas connu mais, d'ores et déjà, entre 55 et 57 % des mineurs se sont prononcés contre la grève générale illimitée (la participation a été supérieure à 70 %, soit davantage que pour une élection professionnelle). Ici aussi, nul dé-

faitisme n'est de rigueur. Il faudra analyser, chercher les raisons (d'autant que la CGT est largement majoritaire : aux élections du CE des houillères, elle avait gagné tous les sièges). Les trois organisations syndicales (CGT, CFDT et FO) vont se réunir pour dresser un bilan et prendre des mesures.

Rémi DAINVILLE

MARSEILLE

# Remise des motions de solidarité aux syndicalistes de la navale

Marseille correspondant

**J**EUDI soir, à la sortie du boulot, nous nous retrouvons une vingtaine de militants et sympathisants du parti devant le siège du syndicat CGT de la réparation navale. Il y a quelques mois, nous connaissions peu de choses des problèmes de la navale, des luttes qui y ont été menées, si ce n'est que c'était un bastion de la CGT, riche de traditions de lutte. Mais, aujourd'hui, nous ne venons pas les mains vides : ouvriers des chantiers de la Ciotat ou employés des PTT, travailleurs de Procida ou salariés des CCP et de la Sécurité sociale, nous avons fait signer à nos collègues de travail une motion de solidarité aux travailleurs de la sidérurgie et de la navale.

Au total, plus d'un millier de travailleurs ont ainsi affirmé leur solidarité aux victimes des licenciements. 6 h 30 : nous entrons dans le local du syndicat. Dans la salle de réunion d'à côté, se tient la réunion de la commission exécutive.

J. M. Unali, le secrétaire du syndicat de la réparation navale marseillaise, nous recevra dans la salle d'entrée.

## ÇA NOUS FAIT CHAUD AU CŒUR

*« Ça nous fait chaud au cœur de voir qu'il y a encore des travailleurs, des salariés qui se préoccupent du sort de ceux de la SPAT ; vous voir ici autour de nous, cela montre qu'il y en a qui pensent à nous alors que, dans la région, il y a un mur de silence autour*

*de notre lutte ». Puis le responsable cégétiste nous rappellera les conditions difficiles des gars de la SPAT aujourd'hui. 3 000 sont sans emploi. D'après les informations de la Sécurité sociale, les cas de dépression nerveuse se multiplient.*

## ON N'A JAMAIS COURBÉ LA TÊTE

Les conditions économiques sont dures. Déjà, au bout de deux mois de grève, soixante travailleurs étaient menacés de saisie. Il y a eu six mois de grève totale. Là aussi, le syndicat a dû intervenir : « J'ai 23 procès sur le dos — continue-t-il. Ce n'est pas normal que ce soient les gars de la base qui prennent, alors, chaque fois qu'il y a eu un affrontement avec les flics, avec les jaunes, ou des entraves à la liberté du travail », j'ai toujours dit aux copains de donner mon nom. Ce matin, j'étais encore au tribunal. Mais nous n'avons jamais courbé la tête, on est allé jusqu'au bout, on continue à occuper les locaux malgré l'ordonnance d'expulsion qui nous menace. Au nom des camarades qui continuent de se battre, nous vous remercions du fond du cœur ».

Puis, au nom de notre parti, le camarade Yves Vandamme expliquera le sens de notre motion de solidarité. Il dira les difficultés de la lutte contre les licenciements à cause des manœuvres du patronat, de la division de la classe ouvrière.

La nécessité de l'unité, de la solidarité, voilà ce qui font les activités de notre parti à Denain, à Dunkerque, à Longwy et ici dans notre région autour de la navale.

Initiatives modestes, limitées mais qui apportent leur pierre au combat pour sauver nos emplois, pour lutter dans l'unité.

*« Ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes rivières, nous espérons que notre parti pourra encore faire plus et mieux pour soutenir ceux de la navale ».*

## L'UNITÉ, L'UNITÉ

Sur ces mots s'engage une discussion animée entre notre délégation et les syndicalistes de la navale.

L'unité ? Oui, elle aurait pu faire plier les patrons, mais elle ne s'est pas réalisée sur le port.

Dockers, marins, ouvriers de la SPAT sont dans la même galère. Pourtant, quand les CRS sont intervenus, quand les gars de la navale les ont affrontés à quatre reprises, avec une dizaine de blessés, il n'y a eu aucun mouvement de solidarité sur le port. « Que tout le monde quitte les quais pendant une heure, une demi-heure ou même un quart d'heure, nous n'en demandions pas plus, cela pour manifester la solidarité contre l'intervention des CRS ».

Division aussi entre les chantiers navals de la Ciotat et la réparation navale de Marseille : le contentieux est ancien. Quand, à Marseille, ils se sont battus pour obtenir un système de sécurité, la Ciotat n'a pas suivi. Plus récemment, les patrons, manœuvrant habilement, font faire de la réparation navale à la Ciotat alors que ce n'est pas un chantier de construction ; il n'est pas équipé pour ça. « On comprend que vous acceptiez le travail, dira avec force Unali, quand on est le dos au mur, mais dans

les communiqués de vos syndicats, mentionnez au moins votre opposition à ces manœuvres et surtout battez-vous pour avoir les mêmes conditions de sécurité et de travail que nous avions, cela peut vous aider et c'est votre intérêt ».

Les camarades des chantiers navals de la Ciotat qui sont là en sont bien convaincus. Ils questionnent, ils écoutent pour développer cette solidarité. Montrant une affiche éditée par le syndicat CGT de la SPAT, affirmant « rien n'est réglé », un des gars de la Ciotat dira : « Cette affiche, elle serait bien à la Ciotat, elle ferait réfléchir les gars ». Et Louis, un militant CFDT de la Ciotat, repartira avec une dizaine d'affiches CGT sous le bras.

## UNE RENCONTRE OUVRIÈRE DE SOLIDARITÉ EN PROJET

Oui, la glace est brisée. Les querelles de boutique, aucun n'y est attaché. Et le syndicaliste de la navale exprimera le point de vue de tous quand il dira : « L'unité, on n'arrive pas à la faire, on se bat les uns après les autres. Pourtant, dans une situation plus difficile qu'en 1968, il devrait y avoir un grand mouvement d'ampleur, lorsqu'on est là à se chercher ».

Avant de partir, nous réaffirmons notre volonté de soutenir les gars de la navale, nous en parlerons autour de nous, ce qui est déjà une petite action et nous envisageons d'organiser dans les quartiers nord une rencontre ouvrière de solidarité pour renforcer ces liens que nous avons tissés. Hervé DASTAR

SOLMER (Fos-sur-mer)

# La direction met à pied 8 travailleurs

Marseille, correspondant

**M**ARDI, alors que plus de deux mille travailleurs de Solmer manifestaient dans les rues de Marseille leur volonté d'obtenir satisfaction, les patrons Vidal, Silge, Serpelter se montraient toujours aussi arrogants.

A la revendication des 300 F : c'est non ; paiement du chômage technique : c'est non. Le directeur départemental du travail dit, quant à lui : « En principe non ? ». Il en réfèrera aux instances supérieures !

Sanctions et licenciements : le seul point nouveau est que la direction met à pied huit travailleurs de plus. Pendant cette entrevue, un délégué souleva le problème d'un travailleur qui a entamé une grève de la faim à Martigues, il y a

huit jours — contre l'avis des syndicats — car il s'agit là d'une forme peu combattive. Silge a répondu : « Ce ne sera pas notre faute s'il meurt ! ».

Ainsi, non contents de vouloir affamer les ouvriers, les patrons Solmer se moquent de les envoyer à la mort. Devant l'intransigeance des patrons, il est tout à fait nécessaire de renforcer l'unité de tous et la solidarité autour de ceux qui se battent. Pour populariser la lutte, une proposition de l'intersyndicale a été faite aujourd'hui : aller en masse au festival de Cannes et passer sur les ondes.

Mais aux yeux de beaucoup de travailleurs, le plus urgent est de mobiliser les gars des autres entreprises du golfe de Fos et aussi de lier réellement les luttes au niveau national dans la sidérurgie.

MARSEILLE

# Les antiracistes s'imposent à la radio

**D**E nombreuses villes de France ont reçu la visite du « train-Forum Inter ». Ce fut le cas à Marseille, le samedi 28 avril. Au programme de l'émission du matin : « Marseille à travers la chanson ».

On aurait eu droit aux traditionnels clichés sur la Canebière, le pastis, la pétaque... si certains événements n'étaient pas venus contrer ce programme aliénant. Tout d'abord, un journaliste local invité refuse de cautionner ces débilisés.

Ensuite, quelques travailleurs licenciés de la navale qui passaient par là rappelaient que la réalité de notre région, c'est le chômage.

Enfin, tout aussi inattendues sur ce quai de gare, plus de soixante personnes du Collectif contre les projets de lois racistes qui vient de se créer à Marseille (regroupant une trentaine d'organisations diverses) sont venues poser le problème du racisme. Marseille, si fière de son cosmopolitisme du « temps des colonies », est déjà et risque d'être encore plus le lieu de transit obligatoire, celui du « retour » de nos frères immigrés.

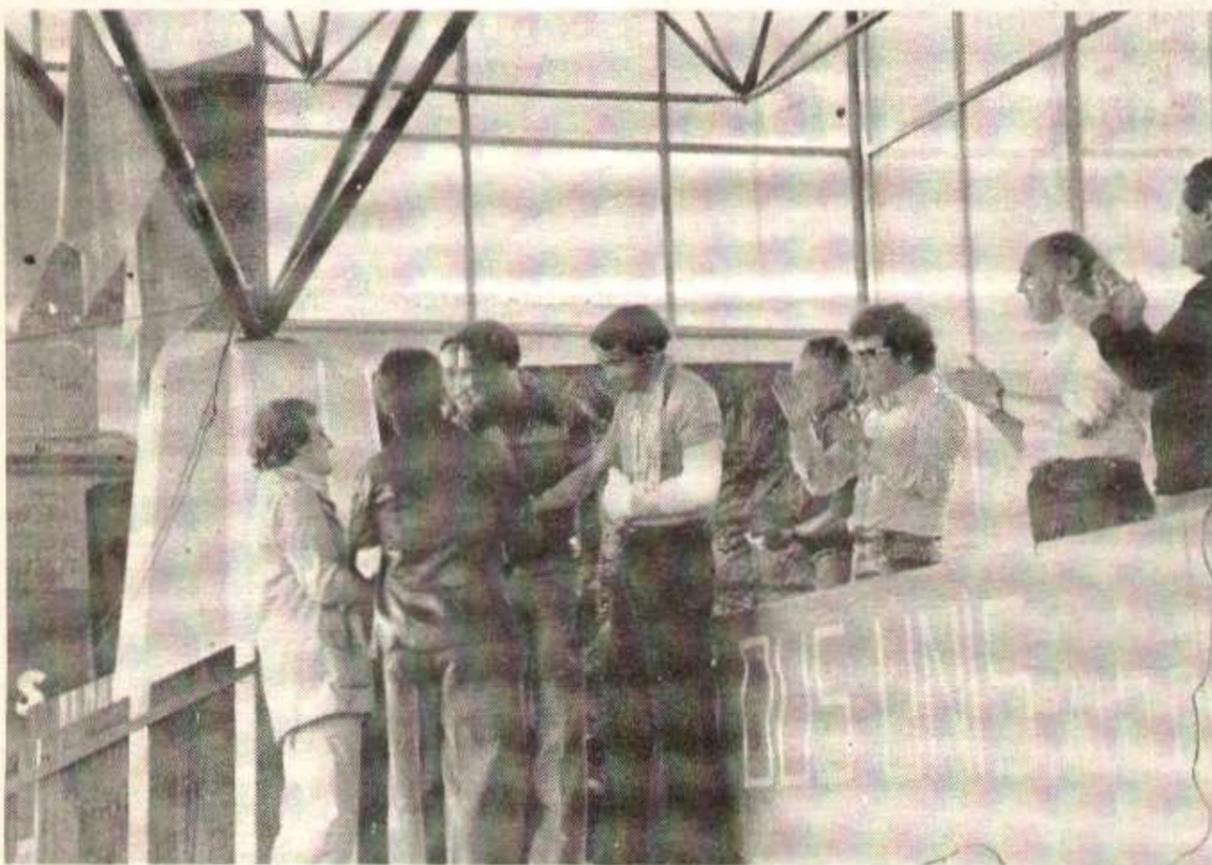
Voilà qui venait contrer l'image aliénante et fautive de la « douce France » que voulait encore nous sériner

France-Inter ce jour-là. Mais ça n'est pas de bonne grâce qu'on nous a laissés (un peu) parler. En réalité nous étions presque le seul public ce matin-là. Le rapport de force était en notre faveur. Si ça peut donner des idées aux camarades d'autres villes.

Vers 12 h 15, nous avons pu présenter sur FIP 514\* notre collectif et son programme ; informer l'opinion publique sur les dangers des projets gouvernementaux et sur la situation actuelle des étrangers en France, dénoncer les projets de lois racistes, mobiliser davantage contre eux. Nous avons déjà publié et largement diffusé un document intitulé « Les étrangers en sursis » qui est une réponse à la campagne raciste de Giscard-Barre.

Une vaste campagne d'affichage est prévue, de même qu'un meeting à la mi-juin qui comprendra des débats, des projections de film, un spectacle musical avec la participation de Mouloudji, etc. D'autre part, des réunions-débats par quartier seront organisées dans les MJC. Une permanence collective a lieu tous les mercredis soir à 20 h 30 à la Fraternité de la Belle de Mai (7, boulevard Burrel).

\* Radio régionale : France Inter Marseille.



(Photo HR)

Un témoignage concret de la solidarité. Le 13 mai, à Fameck (Lorraine), lors de la journée de solidarité organisée par le PCML : des travailleurs de la Navale de la Ciotat remettent à deux sidérurgistes de Lorraine, une liste de 1 500 signatures de travailleurs de la Navale exprimant leur soutien à la lutte des sidérurgistes.

# POLITIQUE ET SOCIAL

## SOUSCRIPTION

# 40 millions pour fin juin Pour être quotidiennement présent sur le front culturel

Beaucoup de lecteurs, beaucoup de camarades, qui apprécient par ailleurs le journal, nous demandent dans leurs lettres de diversifier le contenu du journal, de parler des problèmes culturels. Beaucoup aussi nous envoient leurs poèmes. Aujourd'hui-même, nous recevons un recueil de poèmes d'un lecteur qui nous explique ses difficultés pour se faire éditer. Il nous parle de la jungle de l'édition et de la censure faite par ceux qui ont l'argent et le pouvoir. Cette lettre nous la publierons. Tout cela prouve, amis lecteurs, que vous attachez une grande importance au front culturel qui, bien sûr, dépasse largement la poésie.

**C**ES histoires que nous regardons sur les écrans des cinémas ou de la télévision, cette musique, ces chansons que nous écoutons, sur lesquelles nous dansons, ces bandes dessinées, ces revues, ces romans que nous lisons, c'est tout cela la culture. C'est de tout cela que nous essaierons de parler.

### LE POIDS DU FRIC

Parce que maintenant, dans ce système, la culture est une affaire de fric. Il faut de plus en plus de fric pour faire un film, pour enregistrer une chanson et les capitalistes qui tiennent les circuits de production, de distribution ne font pas ça pour l'amour de l'art. Ils veulent en tirer du profit; résultat: une place de cinéma coûte 19 F, une cassette enregistrée coûte entre

35 et 60 F. Ne parlons pas des places de théâtre dont le prix le plus bas tourne autour des 35 F. Résultat: nombre d'activités culturelles sont bien souvent réservées aux couches aisées de la société, à ceux qui ont de l'argent.

Dans notre journal, nous parlerons de la mainmise des grosses firmes et des monopoles sur le cinéma et la chanson et des luttes que mènent les travailleurs pour avoir accès à ces moyens d'enrichissement culturel que sont le cinéma, le théâtre, etc.

### LA CULTURE, UN REFLET DU MONDE ACTUEL

Cette culture, ces émissions de télévision, ces chansons, nous en parlerons pour essayer de voir ce qu'elles reflètent (comment dans ces films se reflète l'affronte-

ment et la lutte contre la classe des patrons à un moment donné. Que signifie tel courant de la chanson, du cinéma, de la littérature? Nous avons parlé des prix Goncourt, nous parlerons du festival de Cannes. Nous essaierons d'être attentifs à tous les phénomènes nouveaux qui apparaissent pour voir comment les situer dans notre lutte. Tel courant va-t-il dans le sens des travailleurs ou bien sert-il les intérêts des patrons? Nous voulons aussi parler de tout ce qui, dans le circuit commercial, présente des aspects qui, même limités, vont dans le sens de la classe ouvrière.

### LA CULTURE AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

Nous avons déjà parlé de la troupe des Jacquous, du groupe Urria, du théâtre de l'Acquarium. Nous parlerons de plus en plus de tous ceux qui essaient de développer une culture qui dénonce les tares du système capitaliste, d'une culture au service des travailleurs. Nous ferons tout pour aider ces amis et ces camarades et pour apprendre d'eux, de leurs expériences, par des articles et des interviews.

Nous parlerons aussi des dessins, des chansons qui fleurissent dans les usines

occupées, ça aussi, c'est la culture, même si elle ne plaît guère aux patrons. Nous comptons sur vous, amis lecteurs, pour être informés de ces formes de culture dont la télévision ne parle jamais.

### LA LUTTE DANS LES MILIEUX CULTURELS

Nous soutiendrons les luttes et les actions de tous ceux qui, dans les milieux culturels, les maisons de jeunes se battent pour avoir le droit de faire une culture différente, au service des travailleurs qui se battent pour arracher des subventions et des moyens pour faire cette culture-là.

Nous aborderons les firmes diverses et variées qui se développent actuellement et leur signification. Nous avons déjà parlé de Chabrol, nous continuerons à présenter des écrivains dont les romans vont dans le sens de la lutte des travailleurs contre l'exploitation, contre la guerre impérialiste. Comme nous l'avons fait pour le festival du tiers monde, du cinéma de ces pays qui représentent une force immense. Nous continuerons à parler toujours plus de la riche culture du tiers monde.

Nous devons être présents sur le front culturel pour dénoncer les idées que les patrons et la bourgeoisie diffusent pour perpétuer leur système d'exploitation. Nous devons faire en sorte que de plus en plus la culture devienne une arme au service des travailleurs qui exprime leurs aspirations et les unifie dans leurs luttes.

Pour être quotidiennement présents sur le front du culturel, la souscription est, là aussi, nécessaire.

Les places de spectacle, de cinéma, les livres sont de plus en plus chers, ne parlons pas des déplacements nécessités par les reportages culturels. Il nous faut des moyens qui ne peuvent venir que de vous, camarades et amis lecteurs. C'est quarante millions qu'il nous faut d'ici fin juin.

Léon CLADEL

## Dans le dernier numéro de Camarades

# Se syndiquer, pourquoi ?

Le 40e congrès de la CGT a eu lieu. Le 38e congrès de la CFDT vient de se tenir. A l'occasion de ces congrès, tout un chacun a pu se poser les questions suivantes : comment ces syndicats répondent-ils aux intérêts des travailleurs, sont-ils effectivement une force d'organisation valable. Et ces questions, bien des jeunes ont dû se les poser : oui ou non est-ce que ça vaut le coup de se syndiquer à la CGT ou à la CFDT ?

**P**ARFOIS, la prise de conscience des jeunes de leur exploitation se traduit par une désyndicalisation, un rejet des syndicats. En revanche, c'est le phénomène inverse qui se produit pour les « adultes » : leur prise de conscience de la nécessité de la lutte se conclut par leur syndicalisation. Ce rejet des jeunes pour les organisations syndicales — bien qu'il ne faille pas généraliser — provient de la constatation des lignes syndicales ; de leur échec, de leur réformisme, de l'impasse dans laquelle elles acculent quelquefois les travailleurs ; ce dégoût provient aussi souvent de l'étroite liaison entre les syndicats et les partis politiques et ces jeunes ont peur de se faire récupérer. Ils rejettent alors toute l'action syndicale, ils jettent l'enfant avec l'eau du bain.

C'est donc une démarche différente que les militants politiques, syndicaux doivent avoir vis-à-vis des jeunes et de leur syndicalisation. Cette démarche ne doit pas être entreprise, en se campant dans le rôle du « donneur de leçon », mais elle doit entamer un dialogue avec ces jeunes : réfléchir sur l'utilité des syndicats, sur la nécessité de se syndiquer pour aboutir dans les luttes, ce qui n'exclue par la critique et la lutte à mener à l'inté-

rieur de ces syndicats, bien entendu.

La revue trimestrielle de la jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, *Camarades*, a abordé ce problème dans son numéro 2. Deux articles, « Se syndiquer, pourquoi ? », « OS chez Citroën : "On doit renforcer le syndicat" », reflètent la complexité de ce problème.

« Moi, je pense qu'il est normal qu'un syndicat fasse un peu de politique. Il est obligé d'en faire puisqu'il prend position par rapport au système économique, mais ça n'empêche pas qu'un syndicat ne doit en aucun cas soutenir le programme d'un parti politique quel qu'il soit ».

« J'ai déjà demandé à des ouvriers ce qu'était pour eux un cégétiste, réponse : un communiste ».

« Moi, j'aimerais bien avoir la visite des syndicats. Je n'ai jamais vu personne et c'est regrettable. Il y a quatre syndicats : CGT, FO, CFDT et CGC. Comme je ne suis pas cadre, je ne vois pas ce que la CGC pourrait me dire. Mais les trois autres auraient pu venir me voir ».

« Il y a des moyens de se battre si on commence par obtenir des serviettes pour essuyer les mains ce sera toujours ça d'obtenu et ça montrera la voie à suivre ».

Nathalie VILLOTIERS

## Culturel

### La Maison de la culture de Nanterre est menacée de fermeture

# On veut étouffer la culture populaire

« Mohamed Travolta », « Le muet qui parla », ces deux pièces qui abordent le problème des travailleurs immigrés en France et dans leur pays d'origine ont été jouées à Nanterre (92) au théâtre des Amandiers. C'est dans le cadre du « Cycle arabo-musulman » organisé d'octobre 1978 à mai 1979, qu'ont été programmées ces pièces. La MJC de Nanterre essaie de promouvoir une culture populaire, qui touche les travailleurs. Or, elle risque de fermer ses portes, à cause du manque de crédit. La culture, quand elle parle de leur vie, de leurs problèmes, unit les travailleurs, les renforce dans leur combat. Cette culture là, le gouvernement n'en veut pas.

**L**A MJC de Nanterre a présenté de nombreux spectacles intéressants parmi lesquels : « Martin Eden » de Jack London, « La bécane », « Le chômage pourquoi faire ? », « Claude Nougaro », « Quelle heure peut-il être à Valparaiso », « La biennale musicale », et récemment « Le cycle arabo-musulman » qui a duré six mois.

Du 3 mai au 6 mai 1979 a eu lieu la « Libre

expression émigrée » avec, comme activités, du chant, de la musique, du théâtre et de la danse. Un public nombreux a participé, composé principalement de jeunes et d'immigrés.

### UN ROLE D'ANIMATION

Cette MJC joue un rôle d'animation non négligeable en direction des travailleurs. Il y avait 6 000 abonnés en 1975 et 10 000 en 1978, 46 000

spectateurs en 1976 et 80 000 en 1977. Elle compte 78 relais dans les comités d'entreprises, 82 relais dans les associations, 168 dans les écoles, collèges et lycées. Actuellement, le prix des places est de 9 F pour les abonnés et de 34 F pour les non abonnés. Pour couvrir les frais, le prix de la place devrait s'élever, en moyenne, à 90 F.

### LE MINISTRE EST RESPONSABLE

Le ministre de la culture et de la communication a décidé de n'augmenter que de 8 % les subventions aux maisons de la culture. Or, l'augmentation des dépenses de la MJC de Nanterre se situe entre 12 et 15 % par an. Cela revient à asphyxier financièrement cette MJC, à l'empêcher de jouer son rôle. Une maison de la culture est faite pour toucher le plus grand nombre de gens, pour les toucher là où ils habitent,

là où ils travaillent, là où ils étudient. Elle doit permettre aux travailleurs de tous âges, de toutes nationalités, de connaître les œuvres d'art, d'y avoir accès et aussi de réaliser eux-mêmes une culture en prise sur la réalité. Le théâtre, le cinéma, la danse, la musique, la chanson, servent aussi à raconter les prix qui montent, le chômage, les usines qui ferment.

Il est clair que le gouvernement ne veut pas d'une culture qui parle de la vie des travailleurs, de leurs luttes, d'une culture qui unit Français et immigrés.

Les travailleurs produisent les richesses, ils ont droit à des moyens pour développer leur culture. Nous devons soutenir la lutte que mènent les animateurs culturels pour obtenir des crédits et refuser la politique d'austérité de Barre qui touche aussi le travail culturel.

Léon CLADEL

## Protestation contre les sanctions prises à l'égard de Jeannine Gedin

A Madame le ministre des universités,

Motion du syndicat national des personnels de l'enseignement supérieur et des bibliothèques (SNPES B/CGT) de l'université de Haute-Bretagne.

**L**E 3e congrès académique du SNPES/CGT, réuni à l'INSA de Rennes, le mardi 8 mai 1979, a voté la motion suivante qu'il vous prie de prendre en considération :

Les délégués au 3e congrès académique du SNPES/CGT protestent énergiquement contre les mesures, non seulement de répression syndicale mais encore d'atteinte au droit au travail, prises à l'encontre de Jeannine Gedin ; sténo-dactylo à l'Université d'Aix-Marseille III, reçue en juin 1978 à un examen professionnel de commis. Jeannine Gedin, qui est déléguée du SNPES/CGT dans son université, fait l'objet d'un refus du président de l'université, appuyé par le ministère, de l'affecter à son nouveau poste et de la réintégrer.

Les délégués exigent que Jeannine Gedin soit nommée sur place, comme tous les autres candidats admis à cet examen ;

Ils exigent que Jeannine Gedin soit réintégrée, dans son nouveau grade et qu'il lui soit permis de retrouver son poste de travail ;

Ils protestent contre les poursuites dont font l'objet des personnels qui ont pris la défense de Jeannine Gedin et exigent l'arrêt de ces poursuites.

Motion adoptée à l'unanimité.

# Vivre et travailler en Dordogne

Dordogne, correspondant,

La Dordogne est un parfait exemple du gâchis capitaliste. Derrière sa façade de carte postale, la préhistoire et la truffe, on découvre un pays exsangue, vidé de sa population.

Mais les Périgourdiens prennent conscience qu'ils vivent la dernière étape avant la ruine définitive et cette ruine, ils la refusent.

DEPUIS un siècle, le chiffre de la population du département ne cesse de baisser, sa part dans la population française a diminué de moitié. Les 1 600 jeunes qui sortent de l'école tous les ans partent travailler à Bordeaux ou à Paris. Par contre, le nombre des retraités augmente démesurément. Ce mouvement tend à s'accroître. L'économie est à l'agonie. Depuis vingt ans, le nombre de salariés (90 000) est stable. Mais il recouvre des réalités diverses. En une génération le nombre d'agriculteurs est passé de 100 000 à 30 000 et cela va continuer : sept cents exploitations disparaissent tous les ans. Les plateaux sont

livrés aux bois et aux friches (50 % de la superficie).

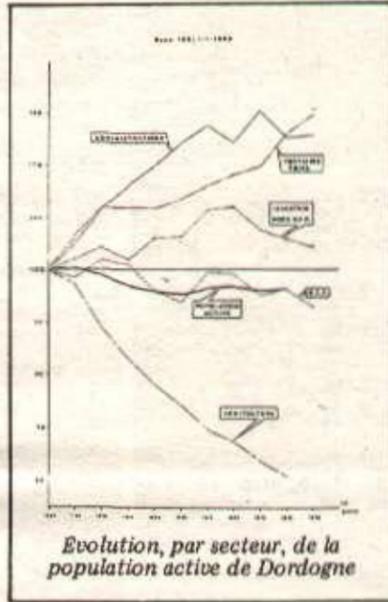
La production agricole se concentre dans les vallées, mais sur des cultures marginales : noix, tabac, fraise. L'élevage des oies profite surtout aux conserveries, Champion et autres, Delpeyrot.

L'exiguïté des propriétés — la moitié à moins de dix hectares — empêche toute modernisation.

## ETRE SALARIÉ DEVIENT UN HONNEUR

La situation dans l'industrie n'est pas plus réjouissante. Les trois-quarts des entreprises ont moins de cinquante salariés. Ce sont de petites boîtes où règne le paternalisme le plus écoeurant, le taux de syndicalisation y est très faible, les salaires au SMIC (à prendre ou à laisser), les conditions de travail dangereuses, de très nombreux accidents sur les presses, risques réels dans les secteurs de la chimie.

Il n'y a dans le département que deux boîtes de plus de 1 000 salariés (Chaussures Bata à Neuvic, Papeteries de Condat). Les branches représentées : chaussure, bâtiment, bois, sont en crise, les faillites se succèdent : Merle à Nontron (chaussures, 100 salariés), Simpron à Mussidan (casques-moto, 73 salariés), Le Goff à Périg



Evolution, par secteur, de la population active de Dordogne

gueux (bâtiment, 50 salariés), Miroir-Brauthite à Terrasson (métallurgie, 50 salariés), Bonimont au Lardin (meubles, 50 salariés). Tous les jours la liste s'allonge.

Le bilan est lourd : 11 000 chômeurs, 7 % de la population active, dans le peloton de tête en France.

Etre salarié devient un honneur, les notabilités, Guéna en tête à Périgueux, se font une clientèle en « pistonnant » pour rentrer dans une boîte.

L'avenir industriel reste des plus sombres. Périgueux n'est pas un pôle de développement, l'usine de timbres amenée par Guéna, député-maire, parachuté, ne compense pas l'agonie des ateliers SNCF autrefois bastions de la classe ouvrière. Le tertiaire qui avait du retard a un peu embauché ces dernières années, mais c'est désormais fini.

## DE LA POUDRE AUX YEUX

Les projets gouvernementaux, c'est de la poudre aux yeux. Le conseil général, dans son livre blanc, explique le sous-développement par le mauvais réseau de transport, alors ici et là, on rabote quelques virages sur la N 89, alors que, par ailleurs, la SNCF prépare la fermeture de lignes de chemin de fer, Libourne-Sarlac, Périgueux-Agen.

Promotion du tourisme et de l'artisanat, voilà leur programme. Voir le résultat à Sarlat : une ville-musée à grands coups de rénovations où les prix flambent en été et qui, en morte saison, vivote.

Par ailleurs, du fait de la spéculation sur les résidences secondaires, le prix de la terre augmente de 20 % en un an, ce qui explique la colère des agriculteurs et la présence de certains bombages dénonçant les « étrangers ».

D'un côté, les discours et de l'autre, la politique : prévisions de la rentrée 1979 par l'Education nationale : 15 classes rurales en moins, fermeture de l'internat de Montignac, menaces sur le lycée d'Exideuil et le lycée technique de Bergerac.

## UN LONG TRAVAIL D'ORGANISATION SERA NÉCESSAIRE

La droite fait peu illusion et Guéna n'est passé à Périgueux que de 400 voix la dernière fois.

Le PS est resté dans la grande tradition de la SFIO longtemps incarnée ici par Lacoste toujours sénateur, qui tarde d'ailleurs à laisser la place à de plus jeunes renards.

Dans les municipalités qu'ils gèrent, c'est le règne du clientélisme, du piston, de la magouille et parfois d'affaires plus juteuses. Le Parti communiste français avait une forte tradition de lutte qu'avait renforcée sa participation à la Résistance, mais depuis les choses ont bien changé.

Vu cette situation, on comprend qu'il ne peut y avoir des luttes de grande ampleur, pourtant ponctuellement des actions se mènent, mais faute d'être globalisées et soutenues, elles s'essouffent vite.

En Dordogne, comme ailleurs, c'est par un long travail d'organisation que les travailleurs se donneront les moyens de lutter efficacement.

Un peintre CGT de l'usine Caravelair

## TOURNON - ARDECHE

# Victoire de la grève des peintres à Caravelair

LA cabine peinture, elle est là. Elle se monte, voilà deux ans que nous l'attendons. Mais personne de la direction ne nous demande notre avis, nos problèmes. Voilà trois ans qu'ils nous prennent pour des cons ; faudrait se réveiller, en discuter. C'est fait. On se retrouve au café du coin, les huit peintres, on discute de nos différents problèmes et, vu qu'il y avait deux ateliers, on fait connaissance. Nous sommes d'accord pour des revendications que l'on présentera dans quinze jours lorsque tout sera prêt. Pour le moment, motus.

Ca y est, tout est prêt, la lettre de revendication est prête. Nous demandons aux deux sections syndicales, CGT et CFDT, de nous soutenir jusqu'au bout et ensemble jusqu'au bout. Nous sommes tous unis, ouvriers et syndicats ensemble. Nous présentons nos revendications au patron qui nous promet une réponse.

On l'a cette réponse. Tout ce qui ne coûte pas un rond au patron, il l'accorde : sécurité à la cabine, qualification sur le bulletin de salaire, atténuation du bruit dans la cabine, roulement des peintres. Mais les 300 F, ou sont-ils ?

On nous envoie du directeur technique commercial, au chef du personnel mais tous ces gens-là nous disent être incapables de discuter pognon. Et le grand patron, il est où ? A Paris. A son retour, nous recevra-t-il ? Non catégorique.

Alors, tant que l'on n'aura rien, on ne peindra pas en cabine. Là, on nous fait sous-entendre la faute professionnelle, on nous conseille de peindre et on discutera après.

Enfin la question est posée : ou vous acceptez de rentrer en cabine ou alors vous faites grève. On fait grève, pas des débrayages, une grève

illimitée. C'est la surprise, il n'y croyait pas. Le premier après-midi, on discute de ce que l'on fera et l'on s'organise pour passer le temps.

On pense que si cela dure, il faudra des ronds. D'où l'idée d'une opération sandwiches dans les ateliers tous les matins à 8 heures, très populaire auprès des ouvriers du reste de l'usine.

On organise aussi un concours de boules pour sensibiliser la population de Tournon. Le moral est bon. La direction refuse notre demande de négociation.

Une réunion extraordinaire du CE a eu lieu. Car, sans nous, les caravanes sont invendables et les stocks s'épuisent. Le PDG dira qu'il peut donner les 300 F mais que c'est par principe qu'il refuse.

Huissier sur huissier se succèdent pour intimider. Puis une tentative de lock-out pour seize ouvriers d'une chaîne de montage — et il y en aura d'autres si on ne reprend pas le travail.

La direction propose alors que nous reprenions le boulot avec promesse de négocier deux jours plus tard. On refuse. Le lendemain, le directeur général accepte de reprendre les lock-outés et de négocier avec nous. La tentative de division a échoué. Les propositions de la direction en avantagent certains, nous refusons et nous faisons une contre-proposition qui est enfin acceptée. Nous obtiendrons en plus une demi-journée de grève payée.

Ca y est, on a gagné. C'est notre unité à la base qui a permis l'unité syndicale et grâce à la solidarité des autres camarades ouvriers de l'usine qui nous ont soutenus moralement et financièrement, par notre détermination et notre volonté de lutter jusqu'au bout que nous avons gagné.

## APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

## Pour la première fois sur les écrans. LES LOIS DE L'HOSPITALITE

Film documentaire, long métrage, en couleur. Réalisé pour la commission culturelle du Comité de coordination des foyers Sonacotra. Lyon Cinéma Familia - 262 rue Duguesclin - 3e. Tous les jours du mercredi 16 au 29 mai (dans le cadre du festival des travailleurs immigrés).

# Programme de la rétrospective des films de Joris Ivens

Centre Pompidou - Salle de la cinémathèque française. 5e étage - Entrée par le restaurant.

JEUDI 17 MAI - 17 h :  
- Borinage, 1933 (34', version française)  
- Nouvelle terre, 1934 (30', sous-titres français)  
- L'électricité et la campagne, 1940 (33', version anglaise)

JEUDI 17 MAI - 19 h :  
- La Terre d'Espagne, 1936 (52', version française)  
- Notre Front russe, 1941 (38', version anglaise)

VENDREDI 18 MAI - 17 h :  
- Les 400 millions, 1939 (53', version anglaise)  
- Indonesia calling, 1946 (22', version anglaise)

VENDREDI 18 MAI - 19 h :  
- Les Premières années, 1948

SAMEDI 19 MAI - 17 h :  
- La Paix vaincra, 1951 (90')

SAMEDI 19 MAI - 19 h :  
- Le Chant des fleuves, 1954 (90')  
- Mon Enfant, 1956 (12')

DIMANCHE 20 MAI - 17 h :  
- La Rose du vent, 1956 (100')

DIMANCHE 20 MAI - 19 h :  
- La Seine a rencontré Paris, 1957 (32')  
- Printemps précoce, 1958 (38')  
- 600 Millions avec nous, 1958 (12')

## GARGES (région parisienne) Les résidents vous ouvrent les portes

A la demande de la Sonacotra, le tribunal de grande instance de Pontoise a condamné les 308 résidents à l'expulsion et à la fermeture du foyer à partir du 1er mai 1979. Les résidents vous ouvrent les portes les 19 et 20 mai au foyer de Garges, 7 rue des prieures.

Au programme : samedi 19 et dimanche 20, 24 h sur 24 : musique et chansons, visite des chambres, théâtre, danses folkloriques, film et montage diapositives, intervention et débat à partir de 16 heures.

## ASSOCIATIONS DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

17 mai - Châtillon-sous-Bagneux  
Au foyer des jeunes travailleurs, 1, rue Jean Richepin, à 20 h 30. Soirée d'amitié franco-chinoise : diaporama : « En Chine, du matin au soir » et débat.

## 19 mai - Montrouge

Au patronage laïc de 14 à 19 heures : stand du comité local, dans le cadre de la fête des associations.

## BORDEAUX

### Festival des travailleurs immigrés

Les 18, 19 et 20 mai, temple des Chartrons, rue Notre-Dame. Forums, théâtre, chants de Turquie, du Maghreb, des Comores, du Chili, etc.  
Le 18 à partir de 20 heures, les 19 et 20 à partir de 15 heures.

## Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale 61 - Paris Cédex 18.

NOM : ..... Prénom : .....  
Profession : .....  
Adresse complète : .....

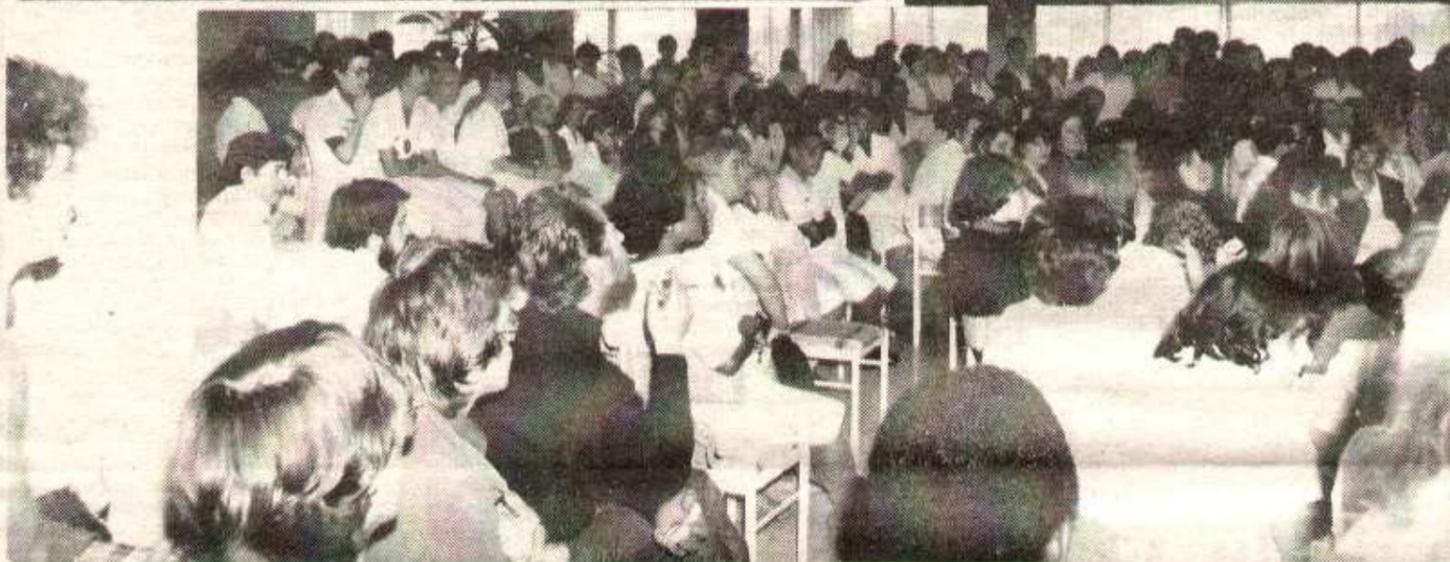
# l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cédex 18  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drufeau  
Commission paritaire No 67 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépôt légal 2eme trimestre 1979



1978 : les travailleurs des hôpitaux de province luttent pour l'obtention des 13 heures compensées payées. Ici les hospitaliers d'Orléans sont montés à Paris.



1978 : au cours de la lutte au CHR d'Orléans : assemblée générale à l'hôpital de la Source.

**A** PRES trois mois de grève et peu de résultats revendicatifs (suppression de la pointeuse, prime de chaussures, quelques promesses de postes qui furent sabrées par la suite, suppression des horaires en coupure à l'hospice et quelques autres petites choses) c'est la roue libre, d'autant que vers la fin, la grève s'est un peu effritée, les fédérations syndicales, à l'époque en pleine période électorale, n'ont pas favorisé la lutte, alors que de nombreux hôpitaux étaient en lutte.

**La répression**

La direction profite de cette situation pour faire jouer la répression dans les secteurs qui ont eu un rôle non négligeable pendant la grève : buanderie, service St-Pierre (hospice), cuisine de la Source, deux élèves aides-soignants sont mutés, des poursuites judiciaires sont entamées suite à la grève administrative avec occupation des locaux, cela n'aboutit pas.

Mais cette répression ne s'abat pas d'un coup, elle touche les employés un par un, secteur par secteur, juste avant les vacances et un peu après.

La riposte est individuelle, entrevue à la direction sur entrevue à la direction ; nous allons d'échec en échec et il y a du mal à réagir efficacement, c'est vrai que la mobilisation n'est plus au rendez-vous et la direction le sait.

**Un nouveau directeur**

Au CHRO, un nouveau directeur est arrivé, qui, fort des décisions gouvernementales, tente de remettre en cause tous les

**CHR D'ORLEANS**

**La situation, un an après la grève**

Correspondant Orléans

Au printemps 1978, les travailleurs du CHR d'Orléans ont mené une grève très longue et très dure. Aujourd'hui, plus d'un an après cette grève, la situation ne s'améliore pas, ni pour les travailleurs, ni pour les malades. Ce sont de ces aspects dont vont vous parler les camarades d'Orléans.

**Le centre hospitalier régional d'Orléans, qu'est-ce que c'est ?**

C'est tout d'abord une entreprise employant environ 2 700 personnes. Pour plus de 2 100 lits, il y a en majorité des femmes (75-80 %) et beaucoup de jeunes. Le CHRO est réparti sur quatre établissements : hôpital général d'Orléans, hôpital de la Source, maison de l'enfance et maison de retraite de la Chapelle-Saint-Mesmin ; bientôt, un cinquième établissement se rajoutera : la maison de cure pour personnes âgées de Saran.

Sur ces 2 700 personnes, il faut retirer sept directeurs et directeurs-adjoints, la centaine de cadres administratifs et 80-90 agents d'encadrement dans les secteurs ouvrier et employé, pratiquement 400 ouvriers et personnels d'entretien, de services généraux, 200 administratifs : secrétaires médicales, sténodactylos, agents de bureau.

Ce sont donc pratiquement 900 employés qu'il faut retirer de ces 2 700 agents. Restent un peu plus de 1 800. Et encore 1 400 agents sont en contact plus ou moins direct avec les malades : 700 agents des services hospitaliers (ASH) et aides-soignants, 350 infirmières et 400 techniciens, personnels de labo, radio...

Tout ce petit monde représente 60 catégories, groupes, grades, spécialités différentes. Il y a de quoi se perdre et surtout de quoi diviser. Mais ce n'est jamais 1 400 employés qui travaillent ensemble. Il faut tenir compte des arrêts de maladie, des repos, des vacances, des maternités pratiquement jamais remplacées.

acquis arrachés par la lutte. Aussitôt arrivé, c'est à la prime qu'il s'attaque, ne la trouvant pas assez hiérarchisée à son goût. Il veut déduire les quinze premiers jours de maladie qui n'étaient plus retirés depuis quatre ans. Ainsi que les quinze jours que l'on peut prendre pour la garde des enfants malades.

Le directeur remet en cause les accords passés sur la notation, car comme dans toutes les administrations (et toutes les maternités) il existe une note de 0 à 25, elle avait été ramenée dans une fourchette (19 à 21), ce n'était pas l'idéal mais cela permettait d'éviter certaines injustices.

Mais encore plus grave, la direction veut remettre en cause les contrats des temporaires. Depuis quelques années, il avait été obtenu que les temporaires soient embauchés avec un contrat de six mois puis d'un an, ce n'était pas le Pérou puisque ces contrats sont prévus pour une durée maximum de six mois, ce qui fait qu'on peut licencier un agent avant la fin de son contrat mais malgré tout, c'était une avancée. Le directeur fait signer des contrats d'une semaine, de quinze jours, d'un mois ! Un bon moyen de dégoûter les temporaires car, ne pas savoir si la semaine suivante, on va être embauché, c'est le moyen de faire partir les gens ou les tenir à la laisse. Cette initiative vient du ministère qui veut exercer un contrôle plus systématique sur l'embauche.

Ce contrôle se fait également à titre d'expérience par l'intermédiaire de fiches de présence qui permettent à l'administration de voir par exemple si, dans un service, il manque une ou deux personnes, de voir si le travail peut quand même se faire, si oui, il y a deux postes en trop !

**Les malades**

Conjointement à cela, l'offensive du gouvernement en matière de santé se précise.

Nous subissons, comme tous les travailleurs, la hausse de nos cotisations de Sécurité sociale, mais cela va plus loin.

C'est l'hospitalisation que l'on veut freiner.

Sous prétexte que les hôpitaux ce n'est pas humain (à qui la faute !), que les gens y sont désorientés, loin de leur famille, on entend dire qu'il serait mieux qu'ils se fassent soigner chez eux quand c'est possible.

En apparence, ces beaux discours font presque avoir une larme à l'œil, enfin le gouvernement va faire quelque chose de réel en matière d'humanisation des hôpitaux.

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Voilà ce que cela donne en réalité, une hospitalière témoigne : « Un ami de ma connaissance est venu pour se faire hospitaliser sur les recommandations de son médecin traitant. Aux urgences, l'interne téléphone à ce médecin en l'engueulant, lui disant qu'il n'avait pas à le faire hospitaliser, qu'en se soignant chez lui, ça irait très bien ».

Alors que la médecine se spécialise et se modernise de plus en plus, qu'on arrive à soigner des maladies qu'on ne soignait pas auparavant, la médecine de tous les jours est de plus en plus délaissée et ce sont les simples gens, les travailleurs qui ne pourront se payer le « luxe » d'aller voir tel ou tel professeur ou spécialiste, qui feront les frais de ces nouvelles mesures.

On le voit à Orléans, alors qu'il se crée de plus en plus de services spécialisés, des services où le prix de la journée peut s'élever à 2 000 F par jour, le ministère veut supprimer des lits de médecine, alors qu'ils sont souvent pleins et qu'il en manque même.